

Parlement

Les lobbyistes que les élus font entrer au Palais fédéral

Il y a à boire et à manger dans les personnes accréditées par les élus vaudois et genevois. Tour d'horizon

Arthur Grosjean Berne

Les 246 élus du Conseil national et des Etats jouissent d'un privilège à Berne. Ils peuvent distribuer une carte VIP à deux personnes de leur choix. Le sésame permet d'entrer sans complication au Palais fédéral et même d'aller directement au contact des élus dans la salle des pas perdus lors des sessions parlementaires.

Certains lobbyistes tueraient père et mère pour obtenir cette fameuse carte. Elle facilite d'abord grandement leur travail d'approche de leurs «cibles». Et elle leur donne aussi, auprès de leur entreprise ou clients, une aura particulière. Ils peuvent se prévaloir d'être admis au sein du gotha politique helvétique.

Pour certains élus, la distribution de ces cartes sent un peu le soufre. Ils ne veulent pas voir catalogués proches d'un lobby quelconque. D'autres n'y voient aucun problème et trouvent totalement surfaite cette agitation sur les cartes d'accès (lire ci-dessous).

Près de trois mois après leur élection, à qui les parlementaires vaudois et genevois ont-ils distribué leurs deux cartes? Pour ceux qui ont déjà choisi, disons qu'il y a à boire et à manger. Nous avons caractérisé les différentes stratégies de distribution des 33 élus lémaniques au moyen de catégories. Certains élus cumulent.

Les administratifs

Ils font entrer leur assistant parlementaire, qui les aide dans leur travail politique, ou leur secrétaire, qui les décharge du travail administratif. «Je siège dans de nombreuses fondations, comme celle du Grand Théâtre ou de la Licra. Mon assistant parlementaire fait un 20% et ma secrétaire un 10%-15%», explique le conseiller national Manuel Tornare (PS/GE). Sur Vaud, Frédéric Borloz s'est attaché les services du secrétaire général de la section vaudoise du PLR, Philippe Miauton. L'UDC Michael Buffat en fait de même avec Kevin Grangier.

Les syndicalistes

Le champion des syndicalistes, c'est Jean Christophe Schwaab. Il réserve ses cartes à deux membres de l'Union syndicale suisse (USS), où il a travaillé comme secrétaire central. Fathi Derder (PLR/VD) est son reflet inversé. Il distribue ses sésames à l'actuelle directrice romande d'Economie-Suisse, Cristina Gaggini, et à sa prédécesseuse, Chantal Balet. Céline Amaudruz (UDC/GE) donne une carte à Patrick Eperon, du Centre Patronal vaudois. «Il est le répondant transport rail-route des deux fédérations patronales pour la région lémanique, justifie-t-elle. C'est un sujet où les deux cantons tirent à la même corde.» Olivier Français (PLR/VD), lui, fait entrer la Fédération vaudoise des entrepreneurs.

Les étatistes

A Genève, les amis de l'Etat se recrutent au PLR. Hugues Hilt-

A qui les députés genevois distribuent leurs cartes d'accès

CONSEIL NATIONAL		CONSEIL DES ETATS		
<p>Céline Amaudruz UDC</p>  <p>► Patrick Eperon, Centre patronal</p>	<p>Guillaume Barazzone PDC</p>  <p>► Pas encore nommés</p>	<p>Laurence Fehlmann Rielle PS</p>  <p>► Jean-Félix Savary, Groupement romand d'étude des addictions</p>	<p>Benoît Genecand PLR</p>  <p>► Aucun</p>	<p>Roger Golay MCG</p>  <p>► Aucun</p>
<p>Hugues Hiltbold PLR</p>  <p>► Pierre Maudet, conseiller d'Etat ► Florence Schurch, Canton de Genève</p>	<p>Christian Lüscher PLR</p>  <p>► Varuna Singh, Canton de Genève ► Jean-Claude Chabloz</p>	<p>Lisa Mazzone Les Verts</p>  <p>► Pas encore nommés</p>	<p>Yves Nidegger UDC</p>  <p>► Theo Zijdenbos, Association des banques privées suisses ► Josef Bollag, Institute for Security Analysis and Strategic Networking</p>	
<p>Carlo Sommaruga PS</p>  <p>► Michel Egger, Alliance Sud ► Magali Corpataux, Agile.ch</p>	<p>Manuel Tornare PS</p>  <p>► Karin Byland, Danièle Chiavari, collaboratrices personnelles</p>	<p>Robert Cramer Les Verts</p>  <p>► Mathias Buschbeck, collaborateur personnel</p>	<p>Liliane Maury Pasquier PS</p>  <p>► Marie Pasquier Maridat, collaboratrice personnelle ► Claude Comina</p>	

P. FY SOURCE: PARLEMENT.CH

«L'influence des lobbyistes est totalement surestimée. Aucun lobbyiste ne me fait changer d'avis»

Hugues Hiltbold
Conseiller national (PLR/GE)

pold donne ainsi ses cartes au conseiller d'Etat Pierre Maudet et à la lobbyiste du Canton de Genève, Florence Schürch. La collègue de cette dernière, Varuna Singh, peut rentrer au Palais grâce à Christian Lüscher (PLR/GE). Quant à Laurence Fehlmann (PS), elle est en discussion pour donner une carte au conseiller administratif de la Ville de Genève

Sami Kanaan. A noter que la chancelière de l'Etat de Genève, Anja Wyden, a perdu sa carte qui lui était attribuée par Céline Amaudruz. Celle-ci pense en effet réserver sa seconde carte pour son employeur, UBS. Côté Vaud, Cesla Amarelle (PS) fait entrer la haute fonctionnaire Aline Jaquier, chargée de missions stratégiques à l'Office des affaires extérieures.

Les privés

Isabelle Chevalley (Vert'lib./VD) donne une de ses cartes à Tim Frey, ancien porte-parole du PDC Suisse, et désormais employé dans l'agence de communication Burson-Marsteller. Cette dernière a défrayé la chronique en 2015 pour avoir rédigé une motion au mot près sur le Kazakhstan signée par l'actuelle présidente du Conseil national, Christa Markwalder.

Isabelle Chevalley ne redoute aucun dégat d'image car elle a

choisi l'homme et pas l'entreprise. «On a une passion commune pour l'Afrique et Tim est une personne très compétente. Nous avons eu l'idée de créer l'intergroupe parlementaire Suisse-Afrique ensemble et il en a pris le secrétariat.» Côté genevois, Yves Nidegger (UDC) a confié un laissez-passer à l'Association des banques privées suisses.

Les formateurs

Ils choisissent des jeunes prometteurs de leur parti et leur mettent le pied à l'étrier en leur ouvrant les portes du Palais. C'est la technique adoptée par Isabelle Moret (PLR/VD). Avec un certain succès. Un de ses anciens «encartés» s'appelait Philippe Nantermod. Le Valaisan vient d'être élu conseiller national. Laurent Wehrli (PLR/VD) a lui aussi pris deux jeunes du parti. «L'un d'eux est dans une agence de communication à Genève. On fera le point

avec lui dans un an pour voir si ses mandats ne posent pas un problème.»

Les associatifs

A Genève, Carlo Sommaruga (PS) fait entrer les associations Alliance Sud et Agile.ch, alors que Laurence Fehlmann (PS) vient de donner une carte au Groupement romand d'étude des addictions. Côté Vaud, Rebecca Ruiz (PS) invite la Ligue pulmonaire suisse, Adèle Thorens (Verts) le WWF et Greenpeace. Le syndic écologiste de Lausanne, Daniel Bréaz, vient d'attribuer un sésame à Pro Natura.

Les réfractaires

Ils refusent par principe de distribuer leurs cartes. Ils y voient un risque. Lequel? «Il y a un lien qui n'est pas très clair entre l'élu et le bénéficiaire de la carte, explique Olivier Feller (PLR/VD). J'ai envie d'être indépendant.» Il raconte avoir reçu ces jours une lettre d'une agence de communication à Bienne. En échange du sésame, la personne lui offrirait gratuitement un «accompagnement» pour sa communication personnelle.

Les retardataires

Ils n'ont pas encore distribué leurs cartes, mais comptent le faire. Lisa Mazzone (Verts/GE) avoue avoir été débordée ces derniers mois: «Je voulais réfléchir à deux fois avant de prendre une telle décision. Je vais donner une carte à l'Association Transports et Environnement (ATE), et pour l'autre on verra.» Même réaction chez Guillaume Barazzone (PDC/GE), qui assure que ses cartes d'accès iront à son assistant parlementaire et à un membre de son parti. Benoît Genecand (PLR/GE), lui, veut prendre plus de temps. Il annonce ne pas vouloir distribuer de cartes pendant la première année de son mandat.

«Les lobbyistes dérangent les élus»

«Ce n'est pas normal. Les lobbyistes envahissent la salle des pas perdus qui jouxte le Conseil national. Ils nous dérangent dans notre travail. Et ils sont souvent assez bruyants, surtout les Alémaniques.» Le conseiller Manuel Tornare (PS/GE) ne mâche pas ses mots. Les lobbyistes sont au mieux une nuisance, au pire des mercenaires à la solde des entreprises au cœur du pouvoir politique.

Son collègue Olivier Feller (PLR/VD) est tout aussi exaspéré par le va-et-vient des lobbyistes dans le Palais. Il trouve que le système des cartes d'accès VIP n'est pas opportun. «Le Palais devrait être réservé aux élus.

Et on pourra toujours faire entrer quelqu'un d'extérieur à la journée.»

Patrick Eperon, secrétaire au Centre Patronal vaudois, déplore en revanche la mauvaise image dont jouissent les lobbyistes: «Cela devient difficile. Il y a un grand manque de confiance alors que la profession joue un rôle très utile. Les lobbyistes du privé sont le seul contre-pouvoir réel, au niveau information, face à la toute puissance de l'Administration fédérale.»

Le conseiller national Hugues Hiltbold (PLR/GE) trouve que la critique à l'égard des lobbyistes tient du Grand-Guignol médiatique. «Leur influence est

totale surestimée. Aucun lobbyiste ne me fait changer d'avis. Et si on me tend un papier inintéressant, il finit de suite à la poubelle.»

Hugues Hiltbold juge en revanche problématique un autre phénomène: celui des élus qui siègent dans certains conseils d'administration en lien avec la politique fédérale. Et de citer la Commission de la santé, qui peut ainsi se retrouver sous influence d'intérêts particuliers. Le président du PS, Christian Levrat, vient d'ailleurs de lancer un appel à «la bienséance» pour que les élus payés par des caisses maladie renoncent à siéger dans la Commission de la santé. **Ar.G.**

Pénurie de traitement pour les allergiques

Un laboratoire français a dû suspendre provisoirement sa production en décembre

Mauvaise nouvelle pour les allergiques. La Fédération romande des consommateurs (FRC) a dénoncé hier une pénurie de produits de désensibilisation. La FRC cite le cas d'une femme de la région lausannoise dont l'allergologue a annoncé qu'il ne pouvait pas lui administrer le produit nécessaire.

La raison? En décembre, l'autorité française de contrôle des produits thérapeutiques a provisoirement suspendu l'autorisation accordée au Laboratoire Stallergenes. «La mise en service d'un nouveau système informatique a entraîné la livraison de préparations erronées», précise Swissmedic. L'institut ajoute que les confusions dans les préparations ne concernent pas la Suisse et qu'une interruption provisoire d'une désensibilisation ne présente aucun danger pour la santé.

Mais la FRC pointe du doigt un autre problème: cette thérapie nécessite un suivi hebdomadaire, puis mensuel. «Son succès dépend de sa régularité», ajoute Joy De-meulemeester, responsable politique de la santé. A ses yeux, le risque est donc qu'un arrêt réduise à néant les efforts et les dépenses déjà consentis.

«Jusqu'à présent, nous n'avons pas dû stopper de traitement au CHUV, mais j'ai quelques craintes ailleurs, dit François Spertini, médecin-chef du service d'immunologie et d'allergie au CHUV. Il a fallu trouver d'autres producteurs pour la plupart des patients. Cela reste délicat, car les produits ne sont pas toujours identiques.» Manque de chance, les autres fabricants rencontrent aussi des soucis en raison de nouvelles exigences des autorités de contrôle. «Celles-ci sont parfaitement justifiées, mais les difficultés s'accumulent», conclut François Spertini. **Caroline Zuercher**

Nouvelles places pour requérants d'asile

Deux structures d'accueil s'ouvrent dans les cantons de Berne et de Fribourg

La Confédération et le Secrétariat d'Etat aux Migrations (SEM) se préparent à l'accueil de nouveaux demandeurs d'asile. Un centre d'hébergement temporaire sera ouvert dans la caserne située sur la commune de Grandvillard (FR). Elle pourra accueillir jusqu'à 180 requérants, dont des familles, entre février et août. Ces places seront déduites du contingent du canton de Fribourg lors de la répartition des requérants d'asile à partir des centres d'enregistrement et de procédure de la Confédération, a précisé hier le SEM.

Dans le canton de Berne, ce sont une centaine de nouvelles places qui ont été créées. Les autorités de Niederbipp mettent à disposition l'ancien hôpital pour deux ans. Les requérants d'asile, qui arrivent déjà cette semaine, seront sous la responsabilité de l'Armée du Salut.

La Suisse porte ainsi à près de 5000 le nombre de places à disposition pour les réfugiés. Elle a presque doublé sa capacité d'accueil en 2015. **ATS**